



#DÉCLARATION LIMINAIRE

CONSEIL NATIONAL D'ACTION SOCIALE

du 10 mars 2026

Madame la présidente,

La tonalité est donnée dès le début de la note d'orientation, et elle est déclinée dans le budget : l'action sociale ministérielle se fait avec les moyens financiers déployés. Et c'est bien là, la question : les moyens financiers octroyés !

Les montants alloués à l'action sociale dépendent de choix budgétaires : l'argent est pour l'armée et l'État se désengage encore plus du service public et de ses agents.

La CGT Finances, a des propositions concrètes pour se donner un budget à la hauteur d'un pays faisant partie des 7 pays les plus riches du Monde.

Pour **la CGT Finances**, le ministère doit se donner les moyens de déployer une véritable politique sociale envers les agents et les retraités.

Or, en tant que représentants des personnels élus, contrairement aux ministres qui valsent et qui ne sont pas représentatifs des dernières élections, nous sommes là pour revendiquer des prestations d'action sociale qui répondent aux besoins des agents de ce ministère, qu'ils soient actifs ou pensionnés.

La CGT Finances, le répète depuis des années maintenant, de l'argent, il y en a, et **nous n'accepterons pas que l'action sociale ministérielle soit sacrifiée !**

Par ailleurs, la CGT Finances dénonce toujours la baisse scandaleuse et catastrophique de 78 % du budget des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS).

Sous couvert de «contraintes budgétaires», c'est un véritable plan de liquidation de l'action sociale interministérielle qui est en marche.

S'agissant du rôle de proposition dont sont investis les CDAS, nous sommes satisfaits du nombre croissant des remontées des vœux des CDAS. Cependant, les réponses de l'Administration ne sont clairement pas à la hauteur.

La CGT Finances, s'est opposée à l'augmentation du plafond d'harmonisation tarifaire pour 2026. Ayant été contacté par de nombreux collègues, nous avons fait circuler une pétition, que nous allons vous remettre. Vous pourrez ainsi lire les revendications, et en voici la conclusion : Les agent-e-s signataires exigent l'abandon de l'augmentation des tarifs de restauration collective ainsi que l'arrêt des fermetures des structures de restauration.

Nous vous remettons donc les pétitions recueillies jusqu'à ce jour.